



FIDUCIAL

Baromètre de conjoncture des TPE

Vague 85 - Octobre 2026

N°122677
Contacts Ifop :
Frédéric Dabi / Chloé Tegny / Nathan Pressoir
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01

Méthodologie

MÉTHODOLOGIE

Échantillon

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 006 dirigeants** de très petites entreprises (TPE) de 0 à 19 salariés. Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffres d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude. En revanche, celle-ci inclut les auto-entrepreneurs.

Méthodologie

L'échantillon a été raisonné puis ramené à son poids réel lors du traitement sur les critères suivants : secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation.

Mode de recueil

Les interviews ont été réalisées **par téléphone du 21 septembre au 9 octobre 2026**.

Les différences significatives *sont indiquées ainsi :

XX% / XX% : le résultat apparaît en rouge lorsqu'il est significativement inférieur à la moyenne, en vert lorsqu'il est significativement supérieur à la moyenne.

Précision relative aux marges d'erreur

Taille d'échantillon	INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCES					
	Pourcentage observé					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
1 500	1,1	1,5	2,0	2,3	2,4	2,5
2 000	1,0	1,3	1,8	2,0	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-contre.

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1 000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.



02

À retenir

LES CHIFFRES CLÉS

Baromètre de conjoncture des TPE – Vague 85 – Octobre 2026

La forte **défiance** des dirigeants de TPE à l'égard des **acteurs politiques nationaux**, peu à l'écoute des **préoccupations** des patrons

- 90%** des dirigeants de TPE n'ont pas **confiance dans le gouvernement** (le plus haut niveau observé depuis la création du baromètre)
- 35%** seulement des patrons de TPE sont **optimistes** vis-à-vis de leur propre activité
- 77%** adoptent une attitude **attentiste** et retardent leurs investissements face à la situation politique, économique et sociale actuelle
- 62%** ont le sentiment que la **croissance de l'économie française** n'est pas une préoccupation majeure des candidats à l'élection présidentielle 2027
- 63%** ont confiance en leurs **élus locaux** pour agir et défendre les intérêts des TPE lors de l'élection présidentielle à venir

LES TENDANCES SECTORIELLES

Baromètre de conjoncture des TPE – Vague 85 – Octobre 2026

L'industrie : un secteur d'activité en difficulté et peu soutenu

93% des dirigeants de TPE du secteur n'ont pas confiance dans le gouvernement

32% rencontrent des difficultés financières très ou assez importantes

69% ont le sentiment que la croissance de l'économie française n'est pas une préoccupation majeure des candidats à l'élection présidentielle 2027

21% des patrons de TPE du secteur de l'industrie se disent prêt à s'engager personnellement pour faire valoir leurs attentes compte tenu du manque de confiance envers les acteurs politiques

QUI SOMMES-NOUS ?



Leader des services pluridisciplinaires, FIDUCIAL accompagne chaque jour les petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs pour qu'ils puissent se concentrer sur leur cœur de métier. Aujourd'hui, plus de **325 000 clients** font confiance aux Experts FIDUCIAL dans les domaines du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, de la banque, du conseil financier, de l'immobilier, de l'informatique, de la sécurité et du monde du bureau.

Animée par l'esprit entrepreneurial affirmé de Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, et affichant une politique de croissance ininterrompue depuis plus de 50 ans, FIDUCIAL a bâti un maillage territorial inégalé en Europe avec **15 000 collaborateurs présents dans plus de 860 agences**, soit une agence tous les 30 kilomètres.

En savoir plus : www.fiducial.fr

Contacts presse

Agence **CORIOLink**
COMMUNICATION ET AFFAIRES PUBLIQUES

Loréane Cabezuelo

07 86 80 45 26

loreane.cabezuelo@coriolink.com

FIDUCIAL

Nathalie Duchambon

04 72 60 38 68

nathalie.duchambon@fiducial.net



Fondé en 1938 par le sociologue Jean Stoetzel, l'ifop est pionnier de la méthode des sondages et premier à déployer en France une enquête d'opinion publique. Au fil des ans l'ifop s'est développé à la fois en Europe, aux Etats-Unis et en Chine, comme spécialiste incontournable de la connaissance des consommateurs et des citoyens, pour devenir un groupe multi-expertises intégrant Sociovision, Occurrence, Deep Opinion et Brain Value.

Mû par la conviction que ce sont les gens qui font bouger le monde, et animé par la passion de l'humain, la culture de l'expertise, l'exigence d'objectivité et le sens de l'investigation, le groupe Ifop se donne la mission de se connecter aux gens et, en décryptant leurs attentes, attitudes et comportements, accompagne ses clients de façon globale pour trouver les ressorts leur permettant de créer de la valeur et tracer le chemin d'un futur positif.

Le Mot de Fiducial



« Les dirigeants de TPE sont souvent parmi les premiers à ressentir les évolutions de notre économie. Au contact direct de nos concitoyens et des territoires, ils perçoivent très rapidement les tensions comme les nouvelles opportunités.

C'est tout l'intérêt du Baromètre des TPE FIDUCIAL-Ifop : prendre régulièrement le pouls des entrepreneurs, comprendre ce qu'ils vivent, les transformations auxquelles ils sont confrontés et bien-sûr, porter leur voix.

Chez FIDUCIAL, cette démarche est essentielle. Elle nourrit notre action auprès des dirigeants que nous accompagnons, dans leurs décisions quotidiennes comme dans leurs projets d'avenir, au service des territoires. »

Christian Latouche
Président-fondateur

Nathalie Jarjaille
Secrétaire Générale



03

Les résultats détaillés de l'étude



A Les enjeux de l'élection présidentielle pour les dirigeants de TPE

Les dirigeants de TPE sont dans l'attente et limitent les investissements face à la montée des prix, au coût des procédures administratives et des cotisations ; ils suivent avec intérêt l'actualité ayant trait à l'élection présidentielle à venir mais expriment une lassitude quant à la qualité du débat et au traitement des sujets qui leur importent.

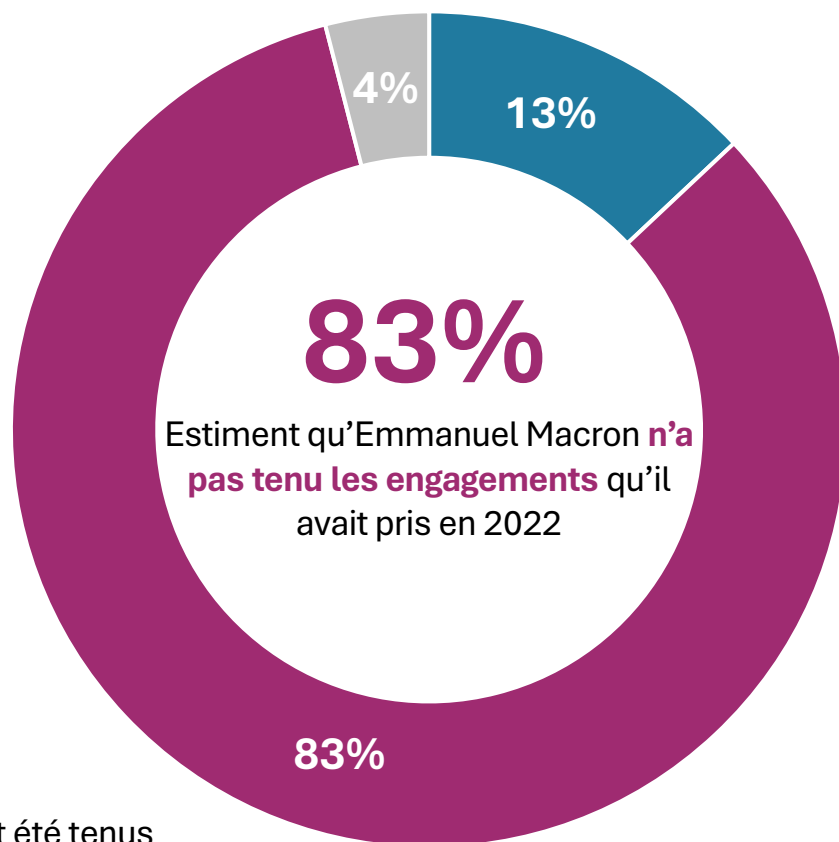
- À l'aune des engagements formulés par Emmanuel Macron lors de sa réélection en 2022, les dirigeants de TPE interrogés dressent un bilan négatif sur le respect des engagements lors de ce second quinquennat : **83% déclarent que ces promesses n'ont pas été tenues**. Dans le détail, les plus petites structures, comptant 0 salarié ou 1 à 2 salariés, s'avèrent les plus sévères (respectivement +1 et +7 points par rapport à la moyenne), de la même façon que les secteurs du BTP et de la santé et de l'action sociale (+13 points et +5 points).
- Au terme de ce second mandat et à l'approche de la campagne pour l'élection présidentielle à l'horizon de moins de 6 mois, les dirigeants de TPE font face à de nombreuses difficultés freinant le développement de leur entreprise :
 - **L'inflation des prix, au global, et celle de l'énergie concerneraient plus de 8 patrons de petites entreprises sur 10** (respectivement 84% et 82%), dont 6 seraient catégoriques sur le fait que cette inflation freine la croissance de leur entreprise. En comparaison, la hausse des prix du carburant était le premier sujet de conversation des Français en septembre 2026 (cité par 82%)
 - Concernant les coûts, **les dirigeants de TPE déclarent que le poids des procédures administratives et des cotisations sociales constitue une barrière au développement de leur activité dans des proportions similaires** (80% chacun, dont 60% « tout à fait » chacun).
 - L'instabilité du contexte et les difficultés à se projeter dans son avenir professionnel sont également un enjeu, **la situation politique et économique française est citée comme un frein par 80% des patrons de TPE et le manque de visibilité sur la croissance par 77%**, dont au moins 50% sont catégoriques sur ces sujets.
- À l'inverse, les sujets touchant à la gestion du personnel – difficultés de recrutement et réglementation sur les licenciements – apparaissent comme secondaires, étant évoqués par une minorité de patrons de petites entreprises.
- Dans ce contexte, **un peu plus des trois quarts des dirigeants de TPE adoptent une attitude attentiste vis-à-vis de la situation politique, sociale et économique actuelle (77%)**, observant l'évolution de cette dernière jusqu'à une période plus propice au recrutement et à l'investissement. En parallèle, une faible minorité de chefs de petites entreprises déclare souhaiter s'engager personnellement pour faire valoir leurs attentes de dirigeants de TPE (13%) d'ici à l'élection.
- Au regard de cette situation, **66% se disent intéressés par l'actualité sur l'élection à venir, dont 39% très intéressés** – en parallèle, l'élection présidentielle a animé les conversations de 57% des Français en septembre 2026, soit le deuxième sujet le plus évoqué ce mois-ci. Ce niveau d'intérêt de la part des patrons de TPE se situe dans le même étiage que les mesures effectuées avant l'élection présidentielle de 2012 et – en suivant la progression de cet intérêt en 2011 – pourrait croître à l'approche du scrutin.
- **Nonobstant cet intérêt pour l'actualité politique, 84% signifient éprouver de la lassitude à ce sujet**. Pour 70%, la compétition politique et les multiples candidatures nuisent au traitement des sujets de fond. Ainsi, plus des trois quarts des dirigeants de TPE pensent que les candidats et leur parti ne comprennent pas suffisamment les enjeux des TPE (83%), qu'ils ne traitent pas suffisamment des sujets qui préoccupent les TPE (79%), ou encore qu'ils ne définissent pas clairement de programme sur les sujets les plus importants (77%). En outre, **62% des patrons de TPE ont le sentiment que la croissance de l'économie française n'est pas une préoccupation majeure des candidats à l'élection**, un score 12 points au-dessus de la précédente mesure réalisée à la veille de l'élection de 2017.

La moitié des chefs de petites entreprises attend des propositions concrètes sur le pouvoir d'achat, la fiscalité et l'emploi – espérant une aide en direction des TPE et PME en priorité et une responsabilité budgétaire pour l'État –, pour autant ils expriment leur déficit de confiance à l'égard du personnel politique et de l'issue de l'élection présidentielle de 2027.

- Interrogés sur les sujets à traiter en priorité par des propositions concrètes de la part des candidats à l'élection présidentielle de 2027, les dirigeants de TPE placent sur le podium les thématiques ayant trait à l'économie : **le pouvoir d'achat et les salaires (52%), la fiscalité des particuliers et des entreprises (51%) et la croissance économique, l'emploi et le chômage (51%) sont cités par la majorité des patrons de petites entreprises**. Derrière ce triptyque, viennent ensuite la sécurité et la justice (47%) – 1^{er} déterminant du vote des Français lors des élections municipales 2026 – et l'éducation et la recherche (43%) qui transparaissent comme des thèmes non explicitement économiques mais soulignés par une part importante des dirigeants. À l'inverse, en bas de tableau et cités par moins d'un tiers des répondants, l'immigration (28%), la lutte contre les discriminations (26%) et la souveraineté économique (21%) apparaissent comme des sujets plus minoritaires.
- Lorsqu'ils sont directement exposés aux mesures proposées par les candidats à l'élection présidentielle de 2027 – formulées dans les médias, les débats et les premiers sites de campagne –, **les patrons de TPE ont exprimé leur forte adhésion à la mise en place d'une règle d'or sur le budget de l'État** (87% favorables, dont 44% tout à fait favorables), **au retour à une retraite basée sur la pénibilité** (87%, dont 41%) **et à un grand plan d'aide pour les TPE-PME en priorité** (83%, dont 40%). En miroir, les interviewés ont majoritairement déclaré être plutôt opposé à la création d'un congé climatique (67%), à la garantie d'emploi au SMIC pour les chômeurs de longue durée (55%) et à la retraite à 60 ans (51%).
- **Pour défendre leurs intérêts et répondre à leurs attentes dans le cadre de l'élection présidentielle de 2027, les rares acteurs et échelons à disposer de la confiance des chefs de petites entreprises sont les élus locaux** (63%) : le baromètre avait déjà mesuré au quatrième trimestre 2025 – juste avant les élections municipales – la satisfaction des dirigeants de TPE à l'égard de leur équipe municipale (61% de la base exprimée) et l'évaluation de la tenue des engagements de ces derniers (55%). À l'inverse, les dirigeants de TPE expriment une faible confiance envers les partis politiques (15%) et les parlementaires (22%).
- De surcroît, **76% déclarent ne pas avoir confiance dans le fait que le meilleur candidat sorte vainqueur du scrutin du 18 avril et du 2 mai prochain**.

LA TENUE DES ENGAGEMENTS PRIS PAR EMMANUEL MACRON EN 2022

QUESTION : Quand vous pensez aux engagements qu'avait pris Emmanuel Macron au moment de son élection en 2022, estimez-vous que dans l'ensemble, ces engagements ont été plutôt tenus ou pas tenus ?

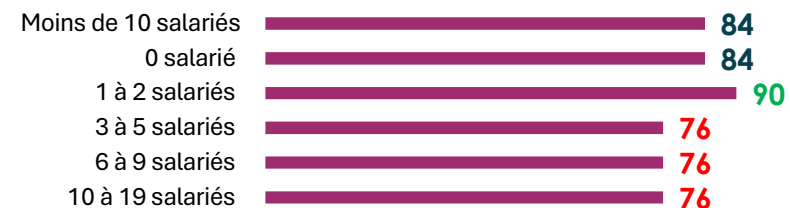


- Oui, ils ont plutôt été tenus
- Non, ils n'ont plutôt pas été tenus
- Vous ne savez pas, vous n'avez pas d'avis

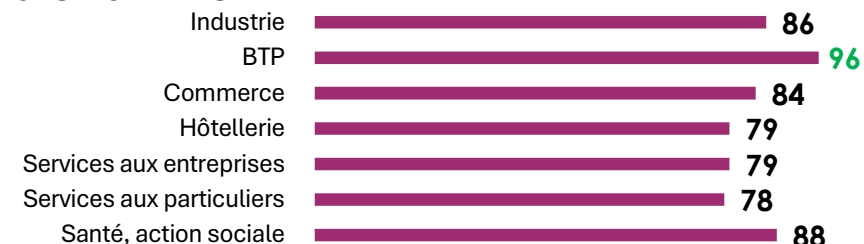


FOCUS Non, ils n'ont plutôt pas été tenus

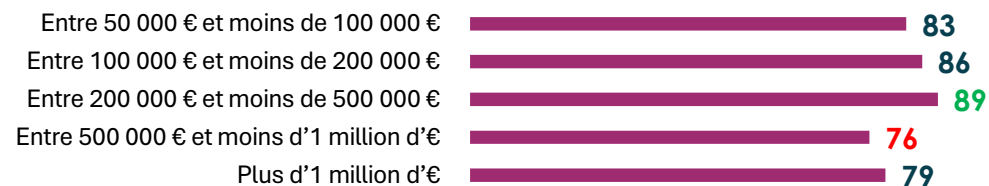
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ

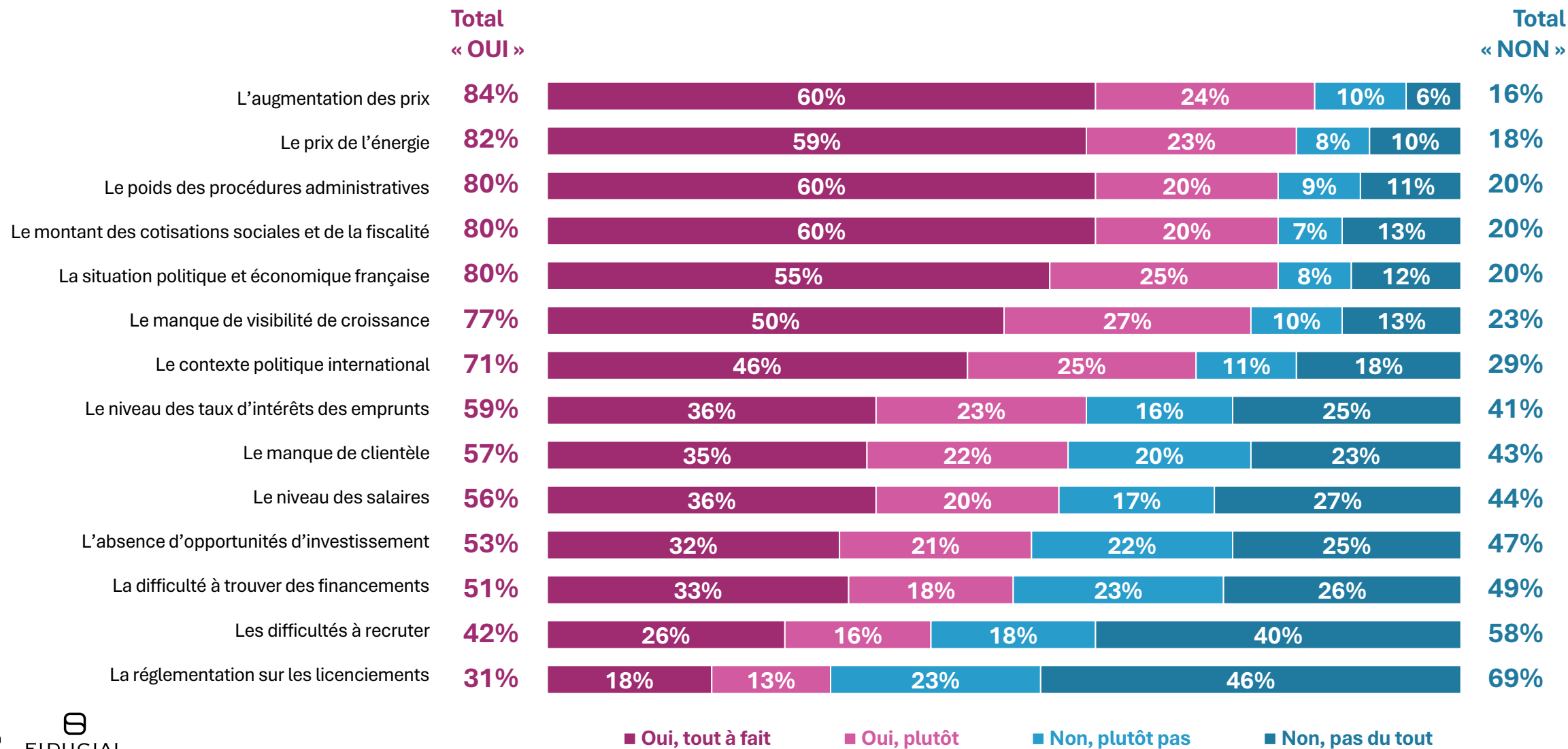


CHIFFRE D'AFFAIRES



LES FREINS AU DÉVELOPPEMENT DE SON ENTREPRISE

QUESTION : Aujourd'hui, selon vous, les éléments suivants constituent-ils des freins au développement de votre entreprise ?



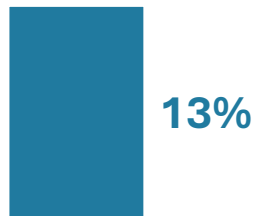
L'ATTITUDE ENVISAGÉE EN RÉACTION À LA SITUATION POLITIQUE, SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

QUESTION : En tant que chef d'entreprise, par rapport à la situation politique, sociale et économique actuelle en France, quelle attitude envisagez-vous d'adopter dans les mois à venir ?

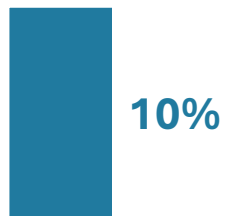
Vous attendez de voir comment la situation politique, économique et sociale va évoluer avant de prendre toute décision d'investissement ou de recrutement au sein de votre entreprise



Vous comptez vous engager personnellement (au sein d'un parti, d'un syndicat...) pour faire valoir vos attentes en tant que dirigeant de TPE

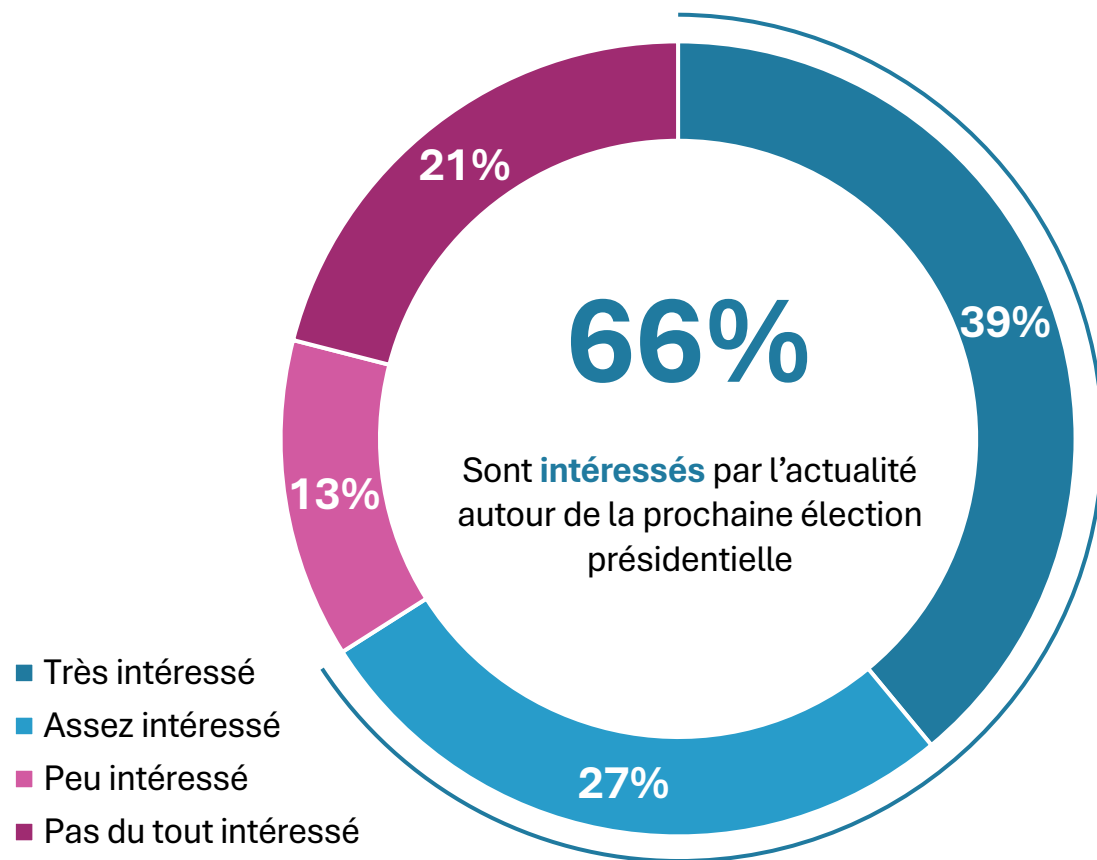


Vous comptez investir au sein de votre entreprise pour anticiper les potentiels changements politiques, économiques et sociaux à venir



L'INTÉRÊT DES PATRONS DE TPE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2027

QUESTION : A propos de l'actualité autour de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en France en 2027, diriez-vous que vous êtes ... ?

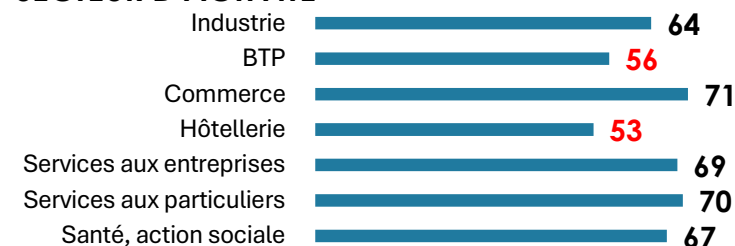


FOCUS TOTAL INTÉRESSÉS

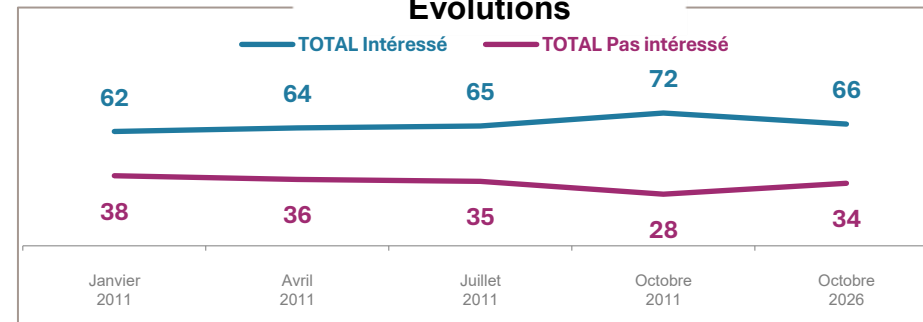
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ

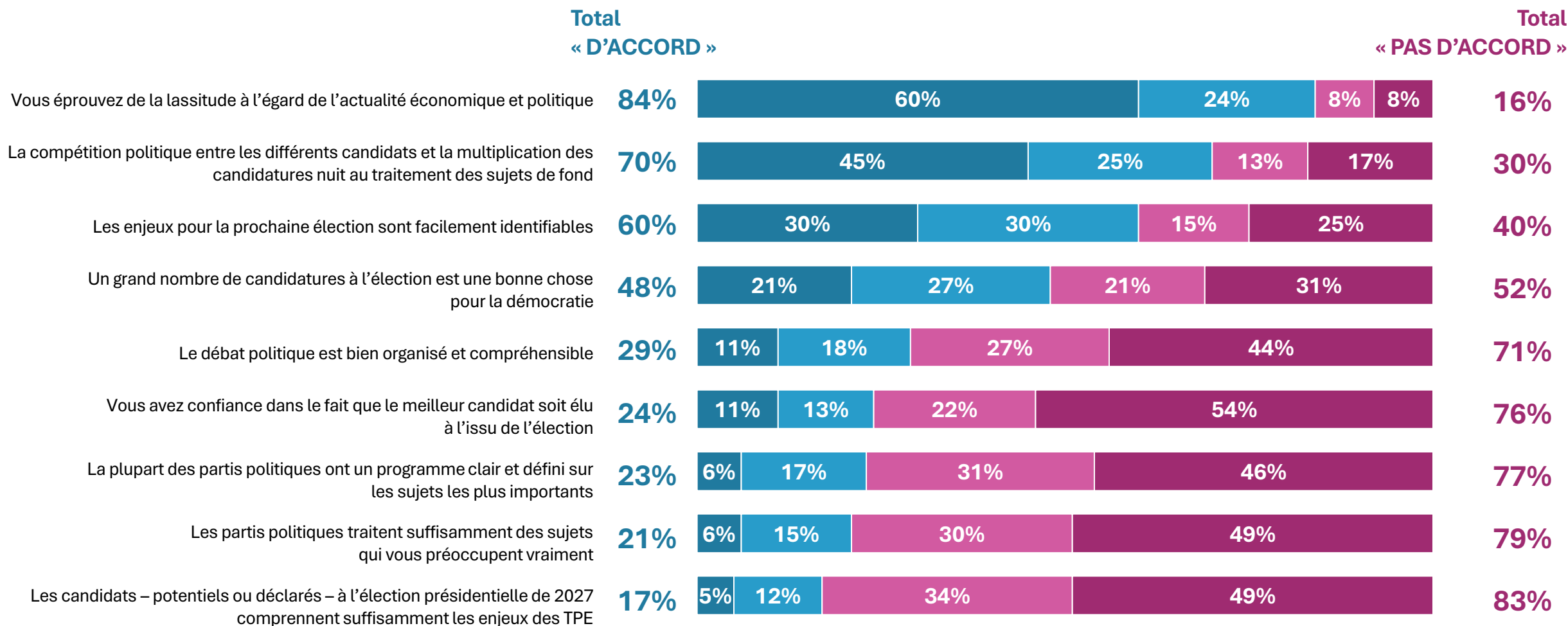


Evolutions



L'ADHÉSION À DIFFÉRENTES AFFIRMATIONS RELATIVE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2027

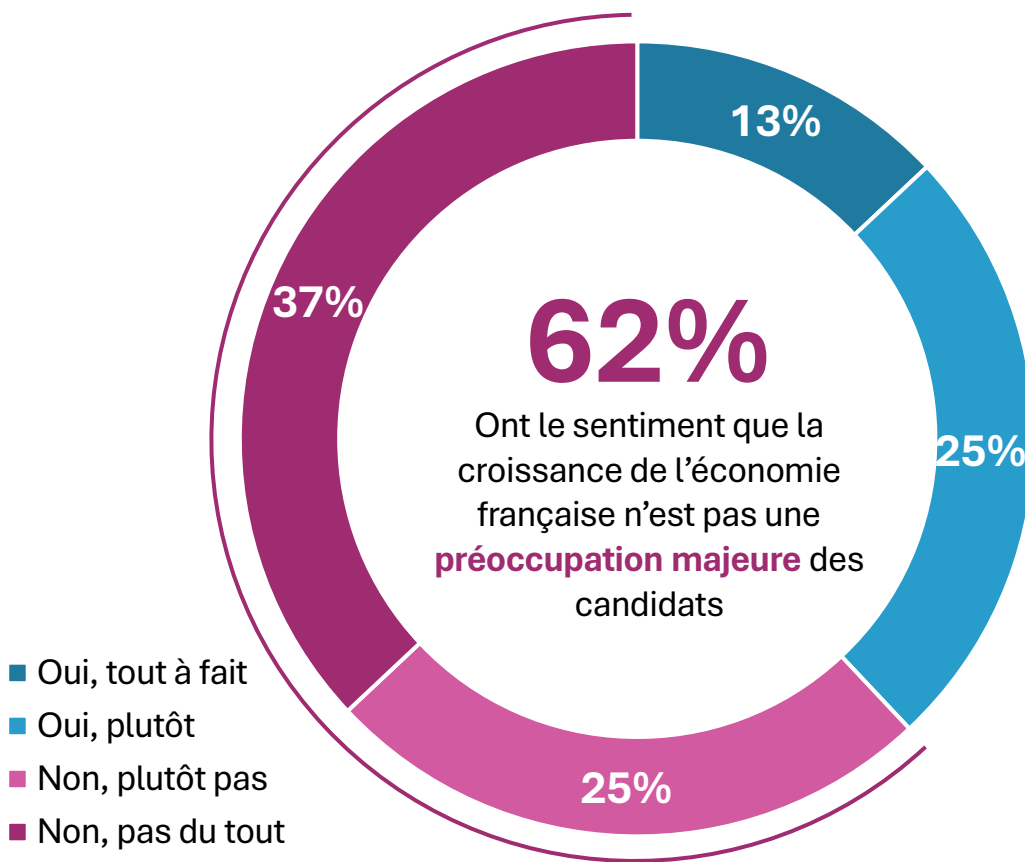
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes relatives à l'élection présidentielle de 2027 ?



■ Tout à fait d'accord
■ Plutôt d'accord
■ Plutôt pas d'accord
■ Pas du tout d'accord

LA PRÉOCCUPATION RÉELLE DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE POUR LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

QUESTION : Avez-vous le sentiment que la croissance de l'économie française est une préoccupation majeure des candidats – potentiels ou déclarés – à l'élection présidentielle de 2027 ?*

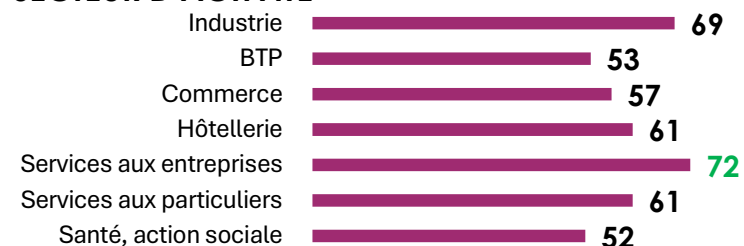


FOCUS TOTAL NON

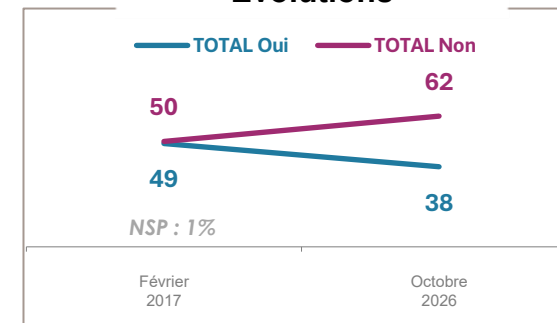
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



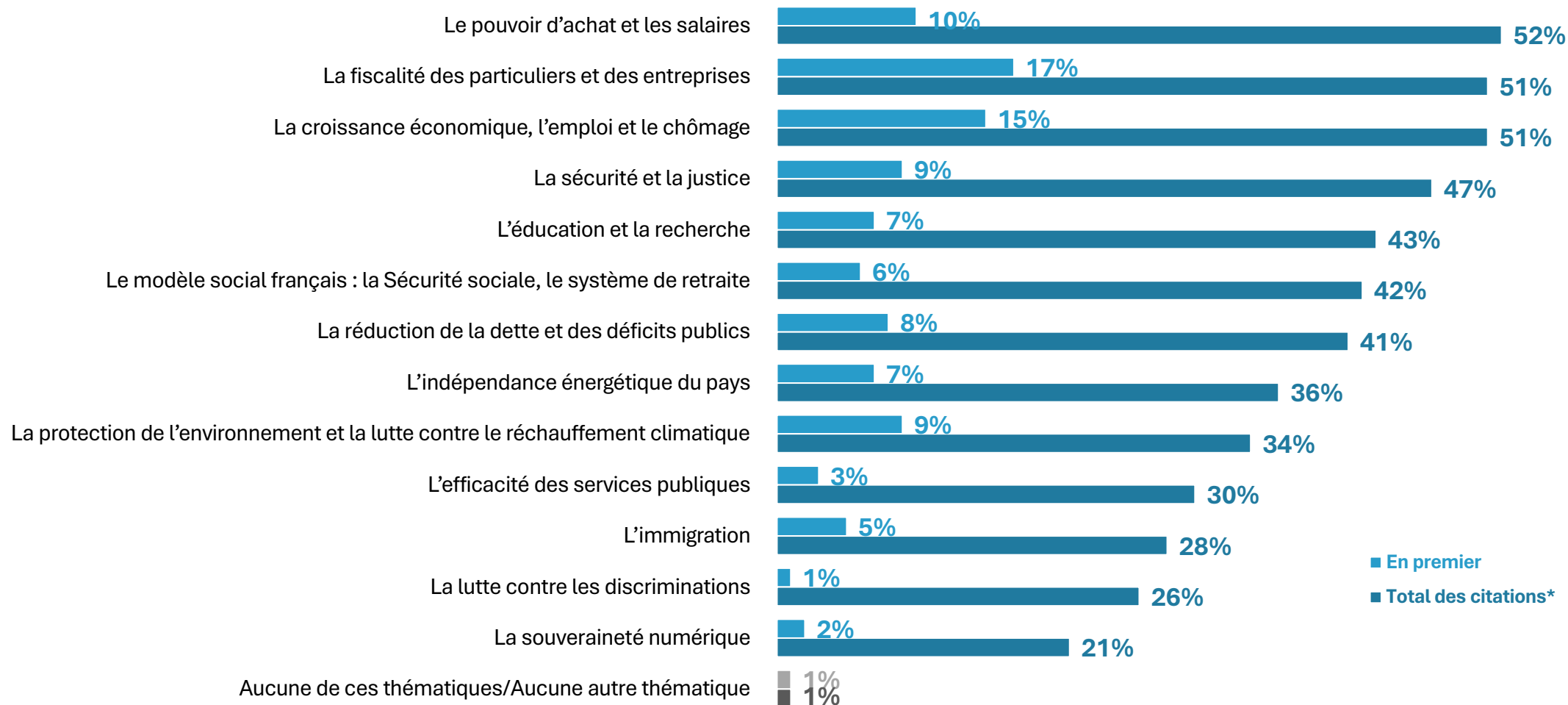
Evolutions



En 2017, l'intitulé de la question était : « Avez-vous le sentiment que la croissance de l'économie française est une préoccupation majeure des candidats à l'élection présidentielle de 2017 ? ». La question n'était posée qu'à 50% de l'échantillon

LES THÉMATIQUES PRIORITAIRES POUR LA FORMALISATION DE PROPOSITIONS DE LA PART DES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2027

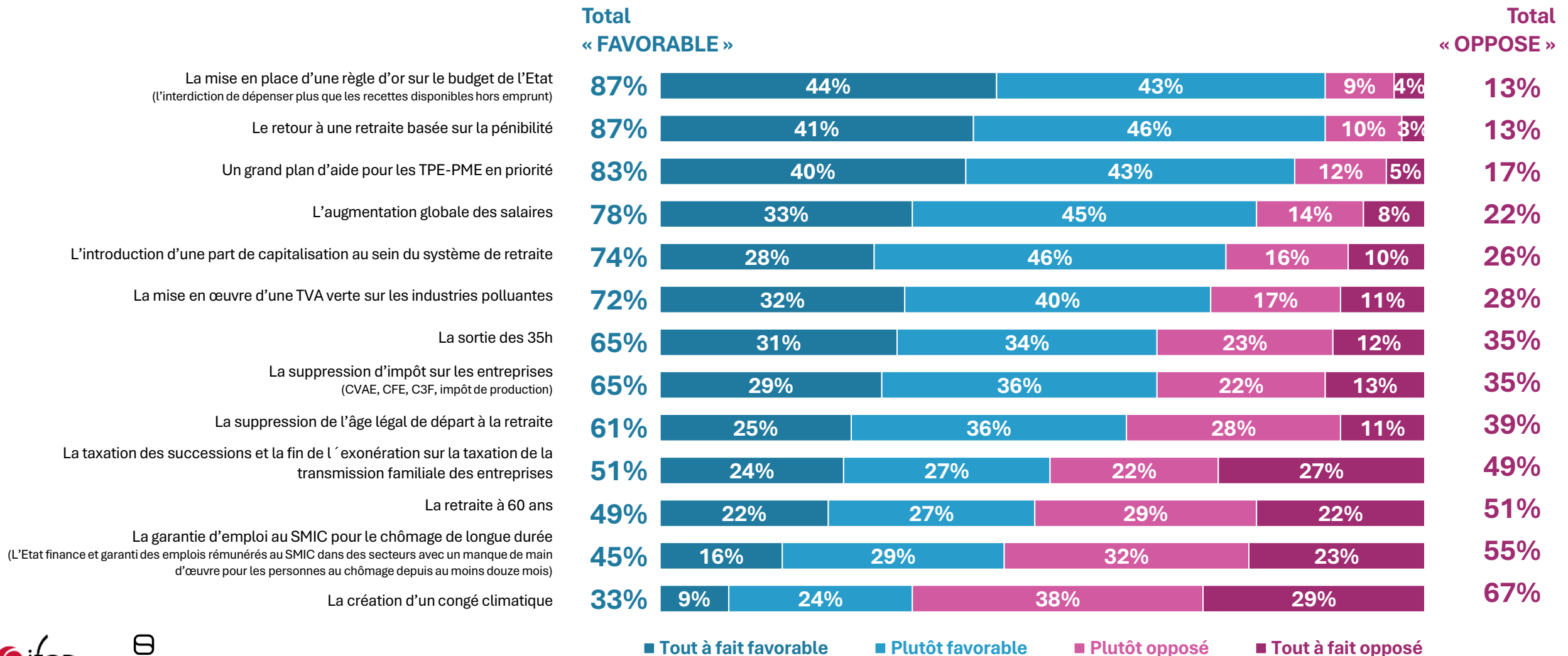
QUESTION : Pour lesquels des thèmes suivants attendez-vous en priorité des propositions concrètes de la part des candidats à l'élection présidentielle 2027 ? En premier ? Et ensuite ?



* Le total est supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

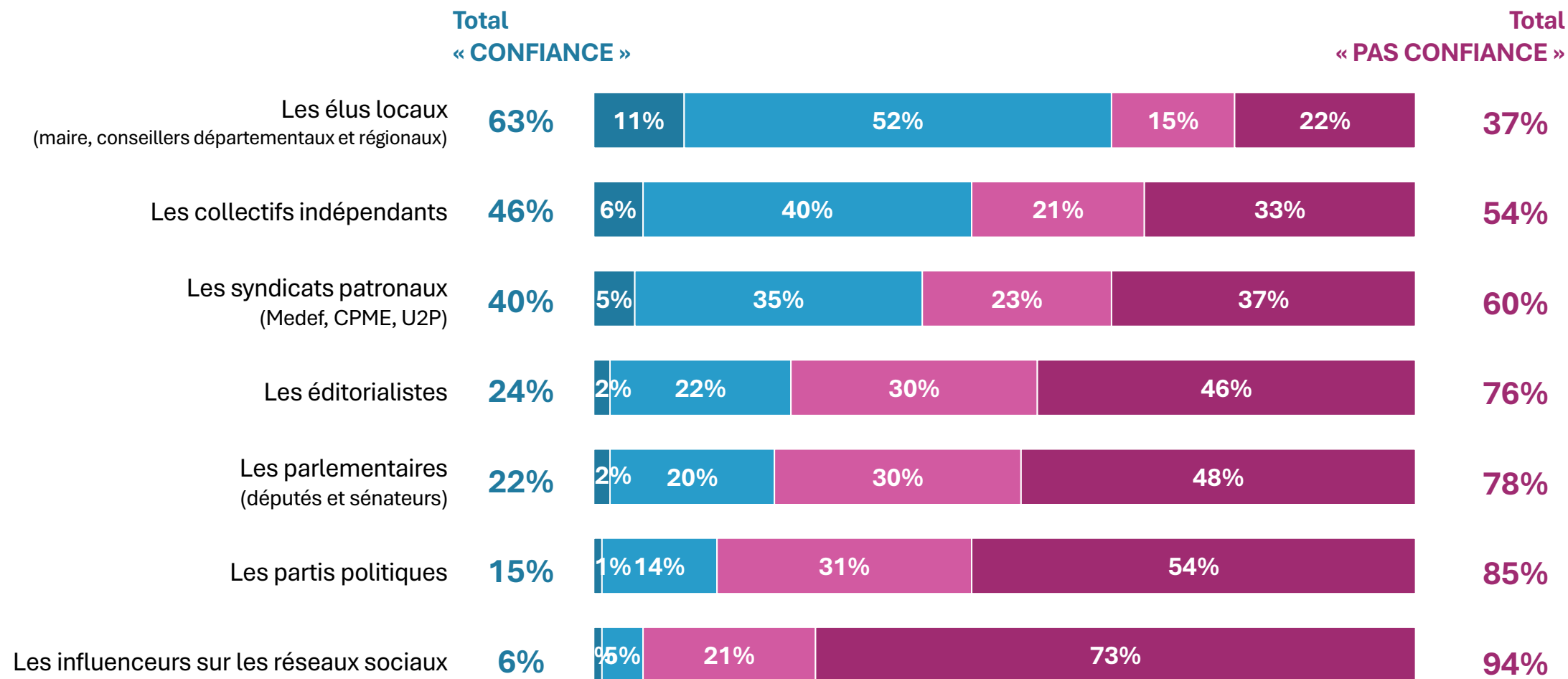
L'OPINION AU SUJET DES MESURES PROPOSÉES PAR LES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2027

QUESTION : Et seriez-vous favorable ou opposé à la mise en place des différentes mesures suivantes, proposées par des candidats – potentiels ou déclarés – à l'élection présidentielle de 2027, pour améliorer la situation économique française ?



LA CONFIANCE ACCORDÉE À DIFFÉRENTS ACTEURS POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DES TPE

QUESTION : Faites-vous confiance ou pas confiance aux différents acteurs suivants pour agir et défendre les intérêts des TPE dans le cadre de l'élection présidentielle de 2027 ?



■ Tout à fait confiance ■ Plutôt confiance ■ Plutôt pas confiance ■ Pas du tout confiance



B

La conjoncture en France et dans les entreprises

Au troisième trimestre 2026, la défiance des dirigeants de TPE envers l'exécutif – s'inscrivant dans un cadre politique et social tendu par le vote du budget et le mouvement lycéen – bondit tandis que leur optimisme à l'égard du climat général des affaires en France et de leur propre activité chute, respectivement à des niveaux records depuis la création du baromètre.

- **Le niveau de défiance des patrons de TPE vis-à-vis des mesures économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement au troisième trimestre 2026 grimpe à 90% (+7 points par rapport au deuxième trimestre 2026), atteignant le niveau le plus haut depuis la création du baromètre** (88% au troisième trimestre 2016 et au troisième trimestre 2025). Dans le détail, ils sont 1% à dire avoir « tout à fait confiance » (-2 points par rapport à la dernière mesure), tandis que 69% déclarent n'avoir « pas du tout confiance » (+14 points par rapport au trimestre précédent).
- La défiance des dirigeants de TPE envers le pouvoir exécutif est en effet à son apogée, **un chiffre inquiétant qui intervient au seuil de la campagne pour l'élection présidentielle et parallèlement à l'expression de tensions dans l'espace public**. Rythmée par l'approche de la présidentielle, l'agenda politique de ce trimestre a mis en exergue les enjeux de la crise de la dette française, compliqués par les prévisions dégradées de la Banque de France et de l'Insee pour l'économie française. En parallèle, l'inflation des carburants qui touche les ménages et les entreprises ainsi que les blocus lycéens ravivent les tensions, participant derechef à cette défiance renforcée à l'égard de l'exécutif.
- De façon concomitante, **l'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France chute de 16 points par rapport au deuxième trimestre 2026 pour s'établir à 10%**, un niveau record, en deçà de 5 points par rapport aux quatrième trimestres 2025 et 2024 et au troisième trimestre 2014. De surcroît, **l'optimisme des patrons de TPE pour leur propre activité s'écroule lui-aussi (-19 points par rapport à la précédente mesure), atteignant 35%** : un niveau également record et qui n'avait plus été enregistré depuis le troisième trimestre 2014 (36%). Cette mesure renoue avec la tendance majoritairement pessimiste interrompue par le dernier trimestre.
- Dans le détail, à propos du climat général des affaires en France, les dirigeants des TPE comptant au moins 6 salariés se montrent plus optimistes que la moyenne (+5 à +6 points par rapport à la moyenne), à l'inverse des entrepreneurs sans salariés (-2 points). Quant aux secteurs d'activité, à l'instar de la précédente mesure, les patrons exerçant leur activité dans le BTP ou l'hôtellerie sont plus optimistes (respectivement +5 et +4 points) en comparaison de ceux dans le secteur de la santé et de l'action sociale (-6 points). En parallèle, au regard de leur propre activité, ce sont là encore les dirigeants des plus grandes TPE de 6 à 9 salariés et de 10 à 19 salariés qui se montrent les plus optimistes (+8 et +16 points). Pareillement au deuxième trimestre 2026, les secteurs de la santé et de l'action sociale et de l'hôtellerie comptent parmi les plus optimistes (respectivement +5 et +3 points), alors que les patrons dans l'industrie et le BTP se montrent les moins optimistes (-3 points chacun).
- **Le déclin global de l'optimisme et de la confiance intervient dans le cadre de difficultés financières en hausse pour les petites entreprises**. Ainsi, **plus de 4 dirigeants de TPE sur 10 déclarent rencontrer des difficultés financières lors du troisième trimestre 2026 (44%)**, un score en hausse de 11 points par rapport au dernier trimestre, qui retrouve les niveaux observés au premier trimestre 2026 (-2 points). Dans le prolongement de ce constat, **le score des dirigeants déclarant rencontrer des difficultés financières très ou assez importantes atteint un niveau historiquement élevé depuis la création de cet indicateur, avec une progression de 10 points par rapport à la dernière mesure** et de 1 point en comparaison avec le précédent record du premier trimestre 2026 (24%). Les patrons de TPE des secteurs de l'industrie et de l'hôtellerie seraient plus touchés par ces importantes difficultés (respectivement +7 et +12 points par rapport à la moyenne), contrairement à ceux dans la santé et l'action sociale, qui se maintiennent 10 points en dessous du score d'ensemble à l'instar du dernier trimestre. En outre, **ces difficultés financières importantes se révèlent davantage préjudiciables pour les dirigeants d'entreprise concernés : 45% affirment que ces difficultés pourraient les contraindre à cesser leur activité** (+13 points par rapport au deuxième trimestre 2026, un score qui n'a pas été atteint depuis le deuxième trimestre 2024), **dont 33% d'ici à 6 mois** (+13 points, une mesure record). Dans le détail, ces risques concernent d'autant plus les dirigeants sans salarié (+3 points par rapport à la moyenne) et ceux dans les secteurs du commerce et de l'industrie (respectivement +9 et +7 points).

L'embauche comme la suppression de postes sont en hausse ce trimestre ; un dynamisme du marché du travail coutumier pour un troisième trimestre, mais néanmoins instable, avec un différentiel en faveur de l'embauche, certes, positif, mais faible par rapport aux années précédentes.

- **11% des dirigeants de TPE déclarent avoir embauché ou prévoir d'embaucher du personnel avant le 30 septembre 2026**, un score en progression par rapport aux trois précédentes mesures, et une mesure en cohérence avec la tendance observée au cours des deux dernières années, où le troisième trimestre constituait la période caractérisée par le plus d'embauches. Néanmoins, **le niveau de cet indicateur demeure en deçà de tous les niveaux d'embauche précédemment observés au même trimestre.**
- Ce score continue d'être indexé à la taille de l'entreprise : 3% des patrons de TPE sans salarié (un niveau égal à la précédente mesure), 14% des dirigeants d'entreprise comptant 1 à 2 salariés (+9 points), 31% de ceux de 3 à 5 salariés (+18 points), 30% de ceux de 6 à 9 salariés (+16 points) et 43% de ceux de 10 à 19 salariés (+11 points). Bien que ce résultat demeure moins fortement corrélé au secteur d'activité, les dirigeants de TPE dans le secteur de l'hôtellerie – à l'instar des deux premiers trimestres de cette année et au cœur de l'activité estivale – prévoyaient plus d'embauches que leurs pairs dans d'autres secteurs (+18 points par rapport à la moyenne), à l'inverse de ceux dans le BTP ou les services aux entreprises avec une activité moindre lors des départs en vacances (-4 points chacun).
- En miroir, **les patrons de TPE sont 10% à déclarer avoir supprimé ou prévoir de supprimer un ou plusieurs postes ce trimestre**, un score en hausse de 3 points par rapport au deuxième trimestre 2026 et qui devient **le deuxième niveau de suppression de postes le plus élevé depuis la création de l'indicateur**, derrière le troisième trimestre 2024.
- Il en résulte **un différentiel positif en faveur de l'embauche de 1 point entre embauches et suppressions de postes ce trimestre**. Néanmoins, en comparaison, **ce différentiel positif reste inférieur à ceux observés lors du troisième trimestre des années précédentes** (un différentiel positif de 4 points en 2023, 2024 et 2025), reflétant un marché du travail plus instable cette année.
- De surcroît, **10% des dirigeants de TPE expriment avoir 1 ou plusieurs postes vacants dans leur entreprise** (-2 points par rapport à la précédente mesure), **résultant en une moyenne de 0,2 poste vacant par TPE**. Si cet indicateur se situe à un niveau stable par rapport au deuxième trimestre 2026, il n'en demeure pas moins en deçà du score du troisième trimestre des années précédentes, établi à 0,3. À l'instar de l'embauche ou de sa prévision, les plus grandes TPE, de 3 à 19 salariés, affichent le plus grand nombre de postes vacants (0,3 à 0,5), de la même manière que les secteurs de l'hôtellerie, des services aux particuliers et de l'industrie (0,3 chacun). Inversement, les dirigeants de TPE des autres secteurs ne manifestent en moyenne que 0,1 poste vacant par entreprise.

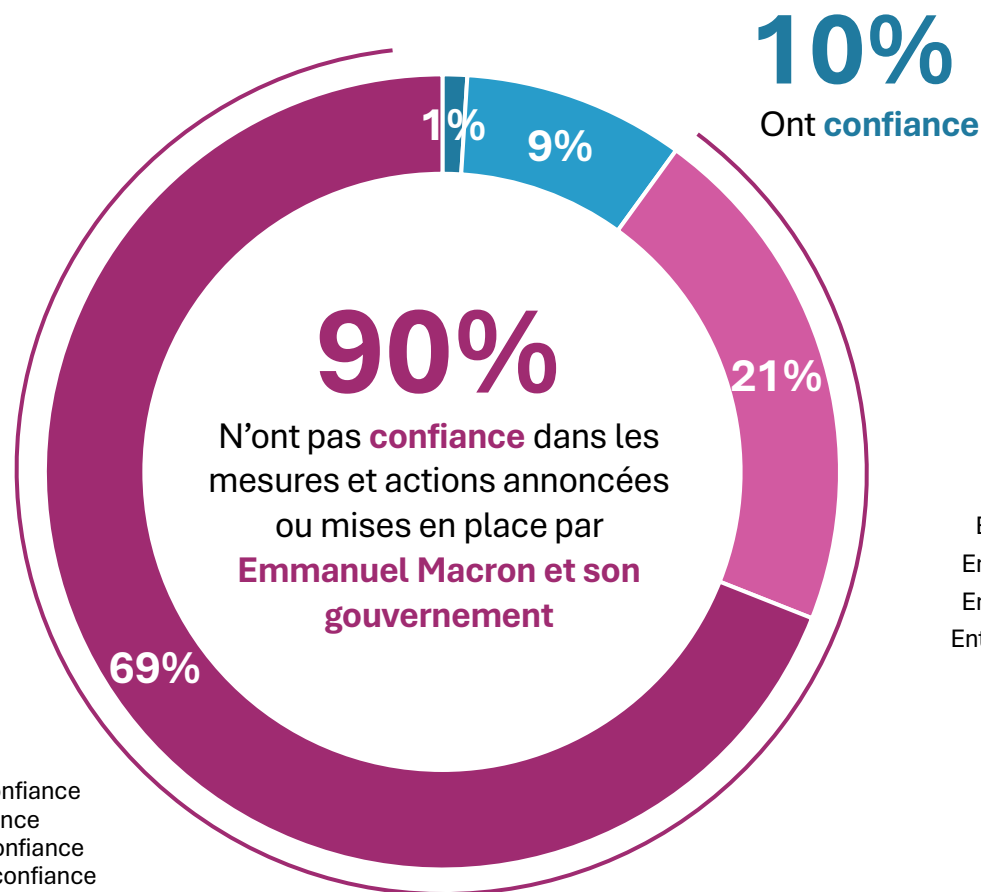


B.1

L'action
d'Emmanuel Macron
et du gouvernement

LA CONFIANCE DANS LES MESURES ET ACTIONS ÉCONOMIQUES ANNONCÉES OU MISES EN PLACE PAR EMMANUEL MACRON ET SON GOUVERNEMENT

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



FOCUS TOTAL CONFIANCE

TAILLE D'ENTREPRISE

Moins de 10 salariés	10
0 salarié	9
1 à 2 salariés	10
3 à 5 salariés	15
6 à 9 salariés	14
10 à 19 salariés	19

CHIFFRE D'AFFAIRES

Entre 50 000 € et moins de 100 000 €	12
Entre 100 000 € et moins de 200 000 €	6
Entre 200 000 € et moins de 500 000 €	10
Entre 500 000 € et moins d'1 million d'€	11
Plus d'1 million d'€	14

SECTEUR D'ACTIVITÉ

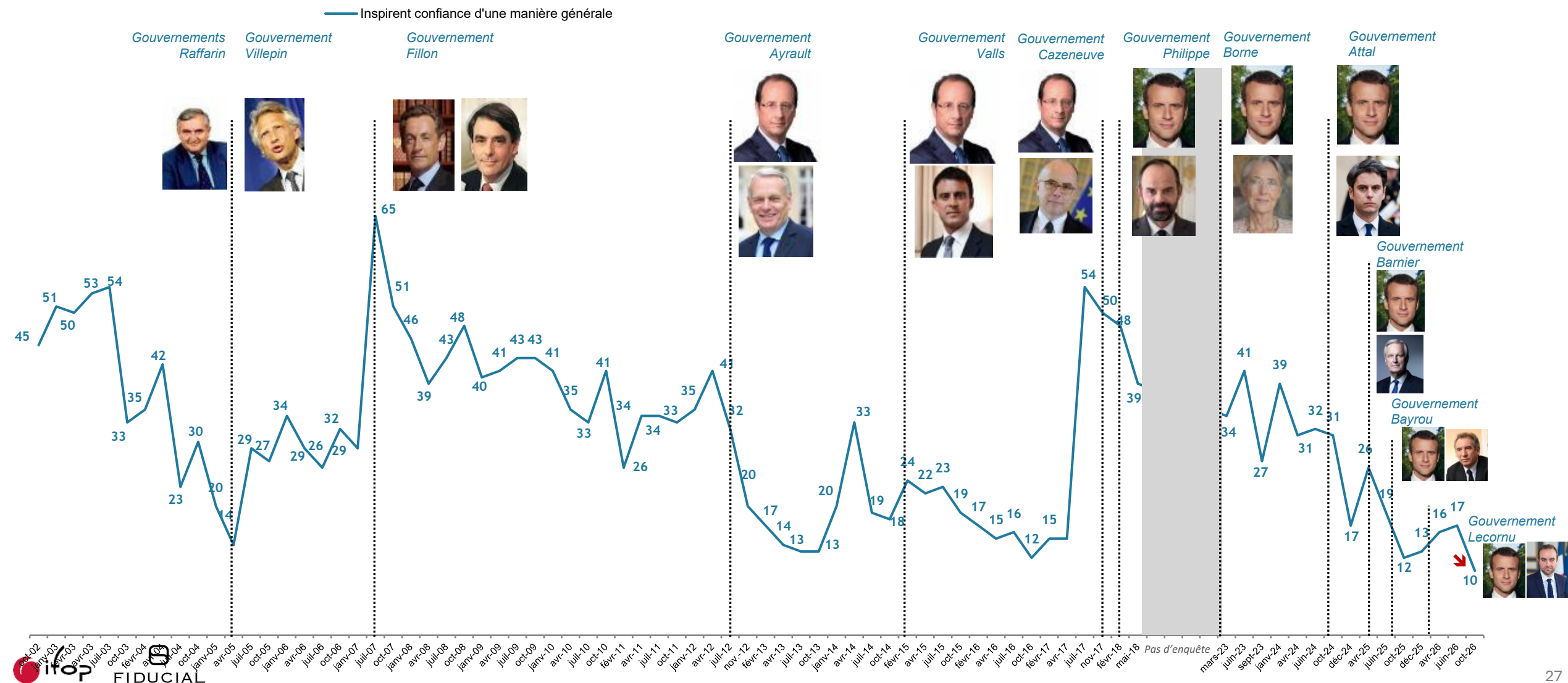
Industrie	7
BTP	3
Commerce	11
Hôtellerie	8
Services aux entreprises	14
Services aux particuliers	13
Santé, action sociale	11

PROXIMITÉ POLITIQUE

Total Gauche	11
Total Majorité Présidentielle	19
Total Droite	12
Total Reconquête et RN	4
Aucune formation politique	9

LA CONFIANCE DANS LES MESURES ET ACTIONS ÉCONOMIQUES ANNONCÉES OU MISES EN PLACE PAR EMMANUEL MACRON ET SON GOUVERNEMENT - RAPPELS

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



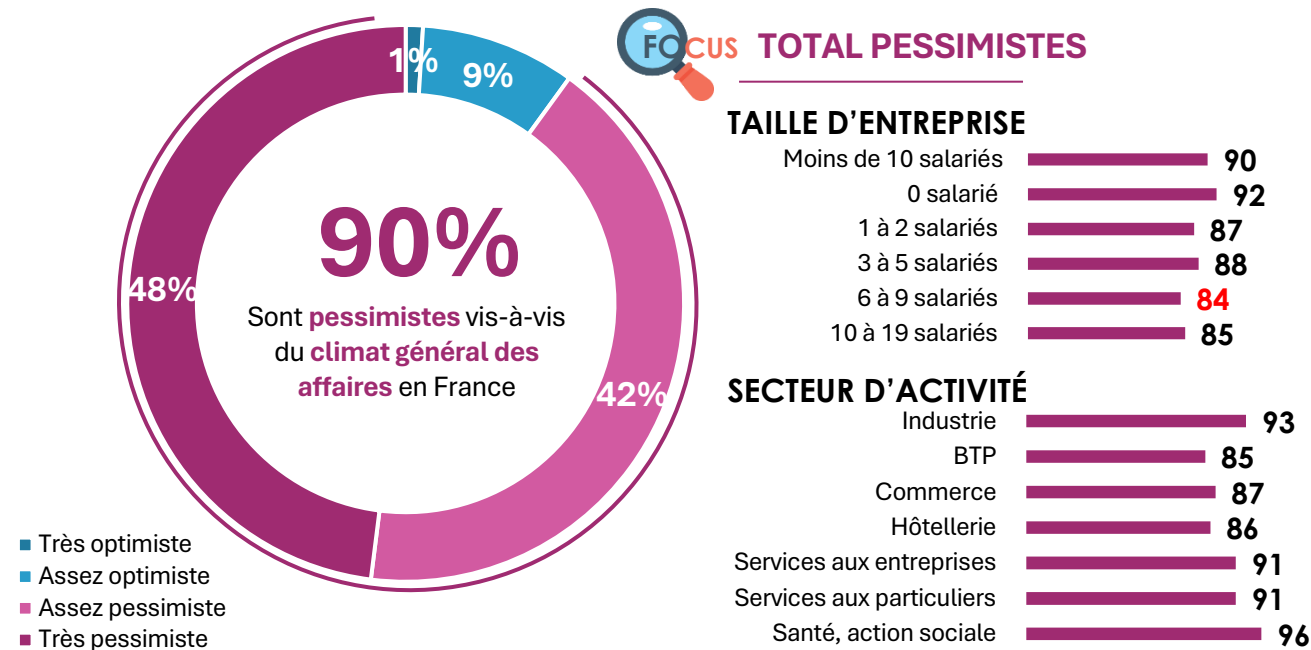


B.2

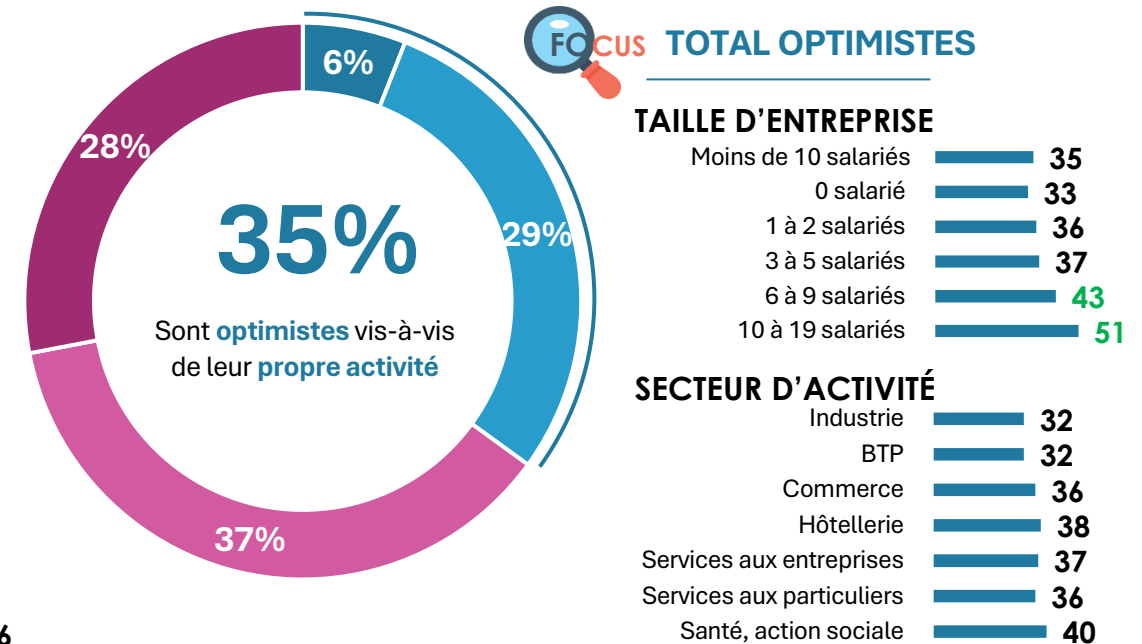
Le climat général et le moral des patrons de TPE

LE NIVEAU D'OPTIMISME VIS-À-VIS DU CLIMAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES EN FRANCE ET POUR SA PROPRE ACTIVITÉ

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes...?

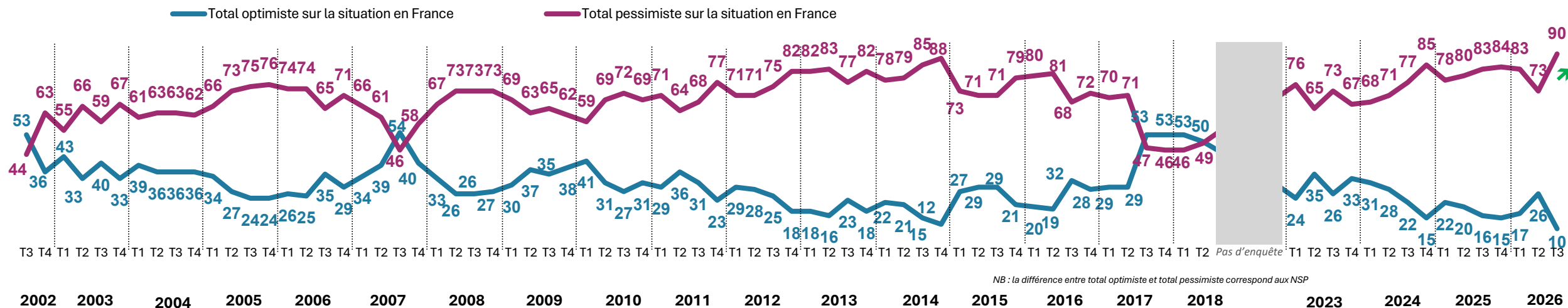


QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes...?

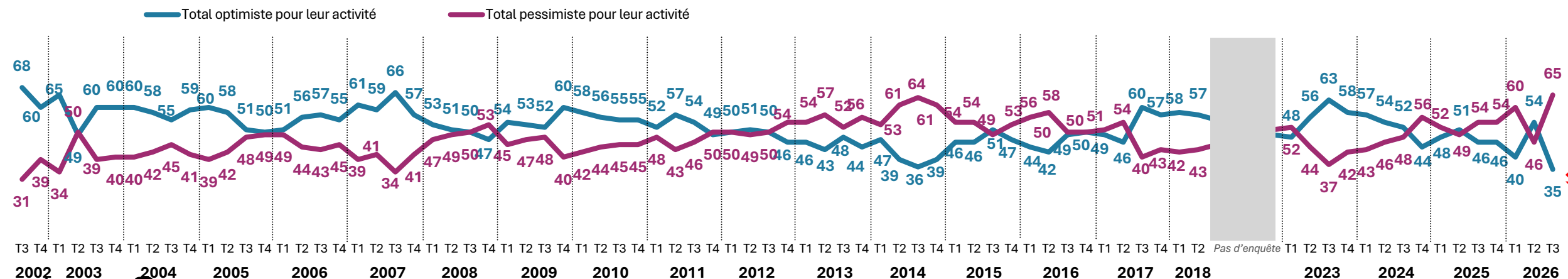


LE NIVEAU D'OPTIMISME VIS-À-VIS DU CLIMAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES EN FRANCE ET POUR SA PROPRE ACTIVITÉ - RAPPELS

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?



QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes...?





B.3

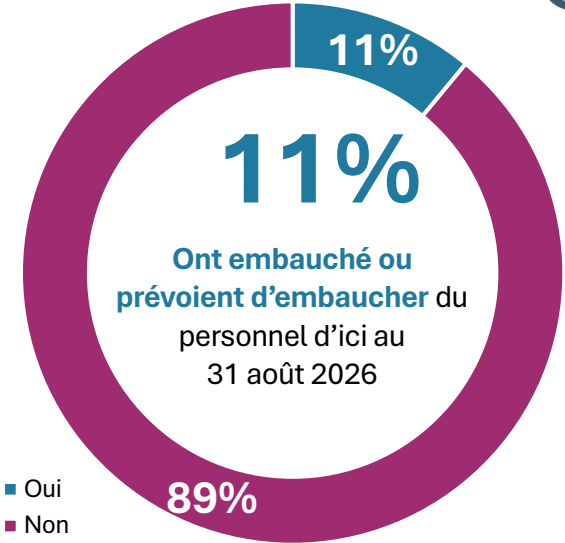
L'emploi dans les TPE

L'EMBAUCHE ET LA SUPPRESSION DE PERSONNEL DEPUIS LE 1^{ER} JUILLET 2026 OU LE FAIT DE L'ENVISAGER D'ICI LE 30 SEPTEMBRE 2026

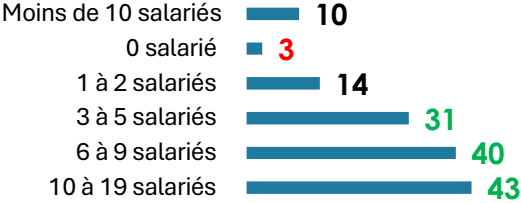
QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er juillet 2026, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 30 septembre 2026 ?



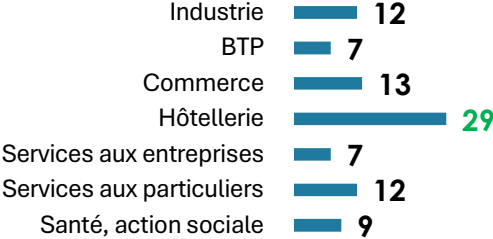
TOTAL OUI



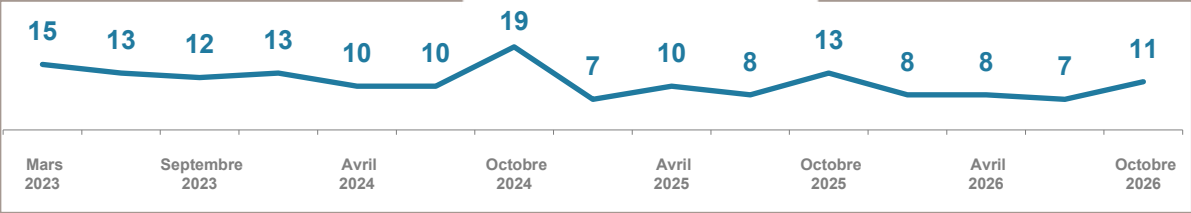
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



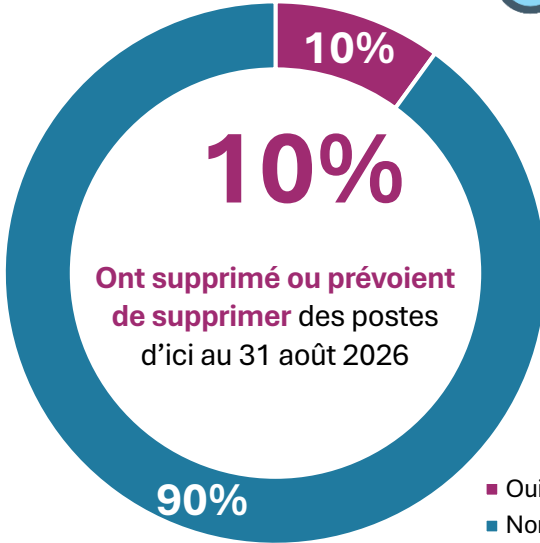
Evolutions – Oui



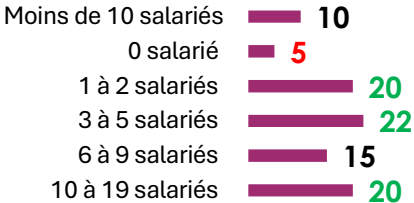
QUESTION : Avez-vous supprimé un ou plusieurs postes de salariés depuis le 1er juillet 2026, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en supprimer d'ici le 30 septembre 2026 ?



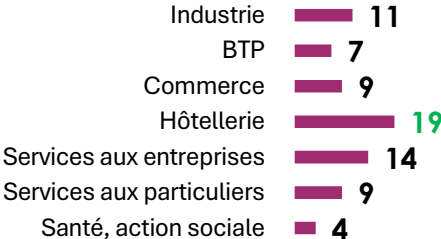
TOTAL OUI



TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ

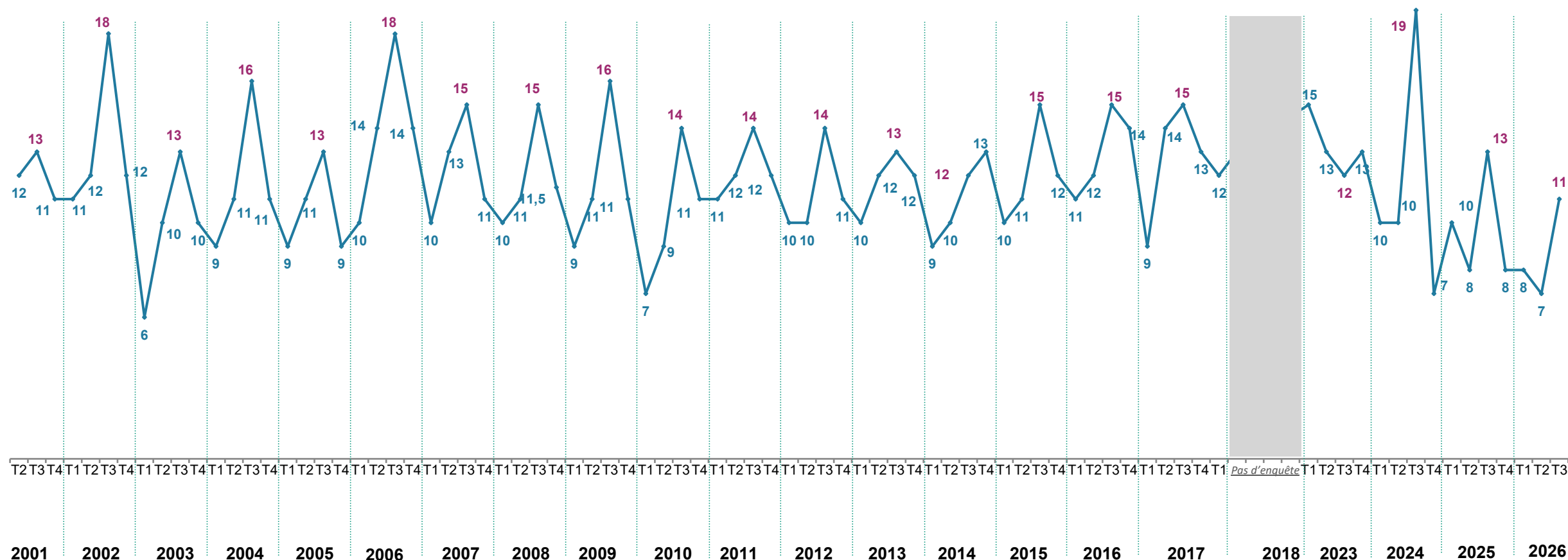


Evolutions – Oui



L'EMBAUCHE ET LA SUPPRESSION DE PERSONNEL DEPUIS LE 1ER JUILLET 2026 OU LE FAIT DE L'ENVISAGER D'ICI LE 30 SEPTEMBRE 2026 - RAPPELS

QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er janvier 2026, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 31 mars 2026 ?

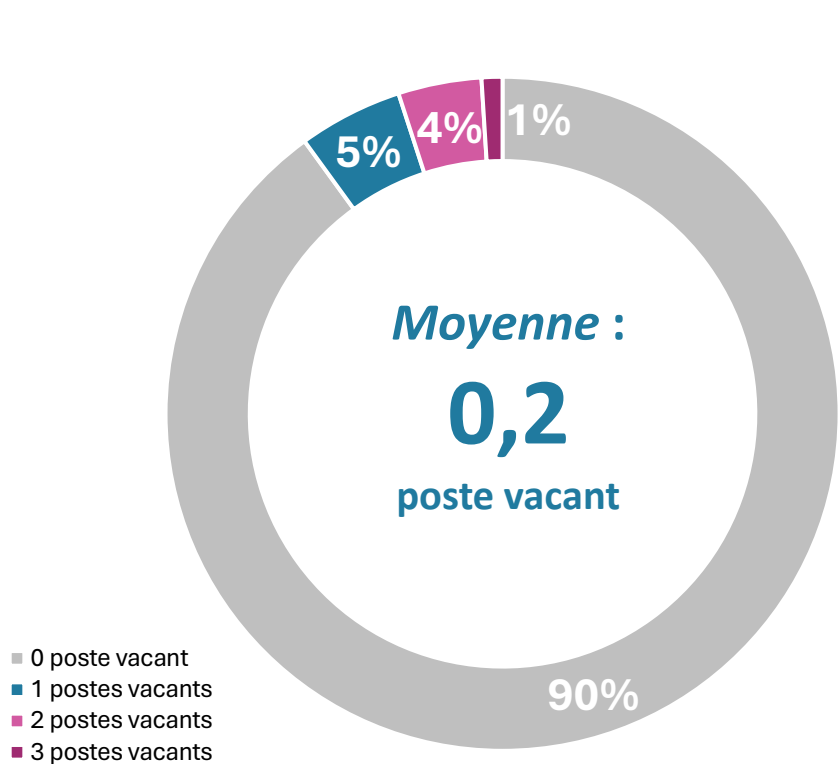


XX Mesures observées lors des 3èmes trimestres de chaque année

* L'intitulé de la question a été modifié par rapport à la dernière enquête réalisée en 2018 (Vague 70). En 2018, la question était posée comme suit :
Avez-vous embauché du personnel entre le 1er janvier et le 31 mars 2018, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise ?

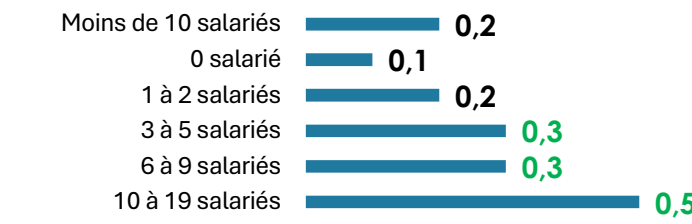
LE NOMBRE DE POSTES ACTUELLEMENT VACANTS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE EST EN RECHERCHE ACTIVE DE CANDIDATS

QUESTION : Combien de postes de travail sont actuellement vacants dans votre entreprise pour lesquels vous êtes en recherche active de candidats, y compris ceux qui sont à pourvoir d'ici le 30 septembre 2026 ?

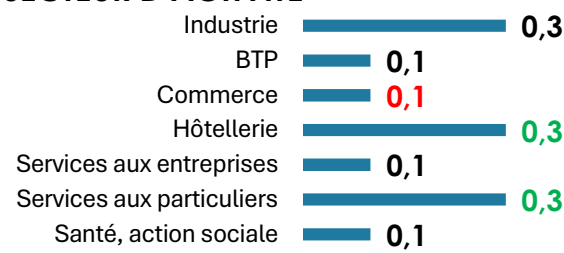


FOCUS Moyenne

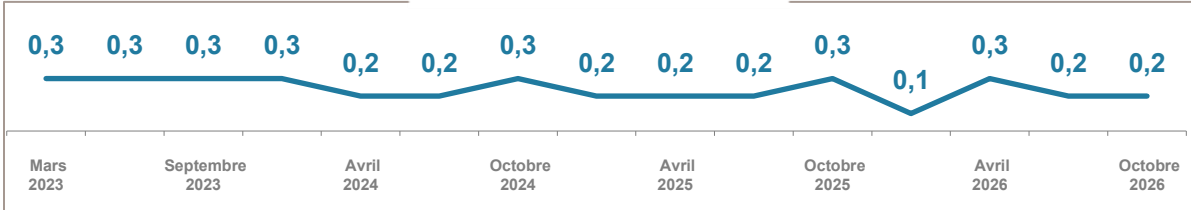
TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



Evolutions – Moyenne





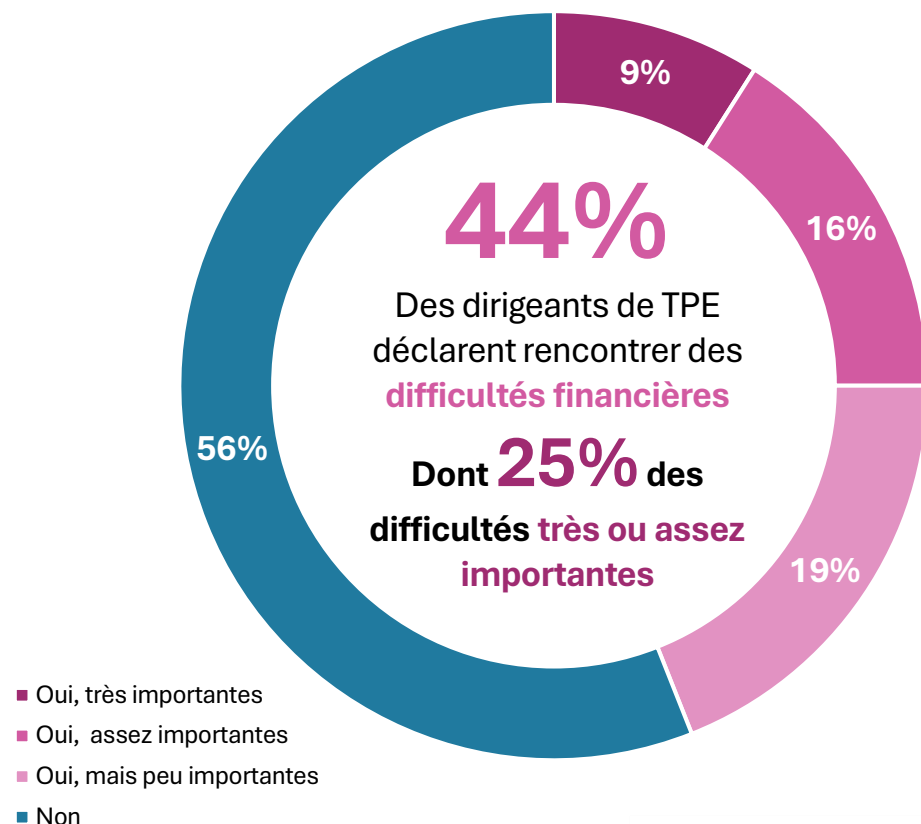
Sorry We're
CLOSED

B.4

Le risque de défaillance

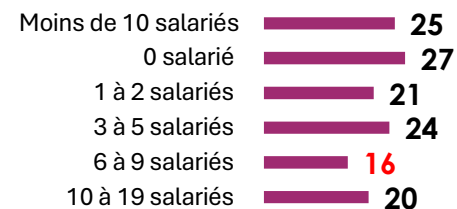
LE FAIT DE RENCONTRER DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

QUESTION : Votre entreprise rencontre-t-elle aujourd'hui des difficultés financières ?

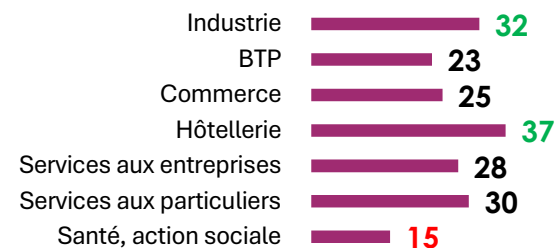


FOCUS TOTAL DIFFICULTÉS FINANCIÈRES IMPORTANTES (ASSEZ OU TRÈS)

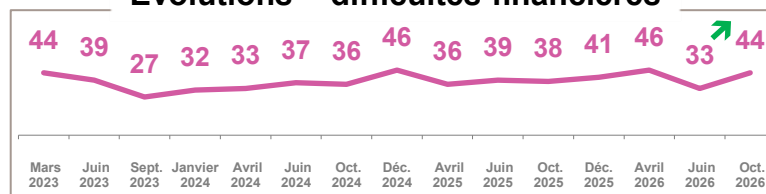
TAILLE D'ENTREPRISE



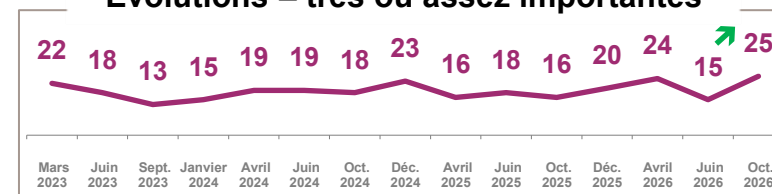
SECTEUR D'ACTIVITÉ



Evolutions – difficultés financières



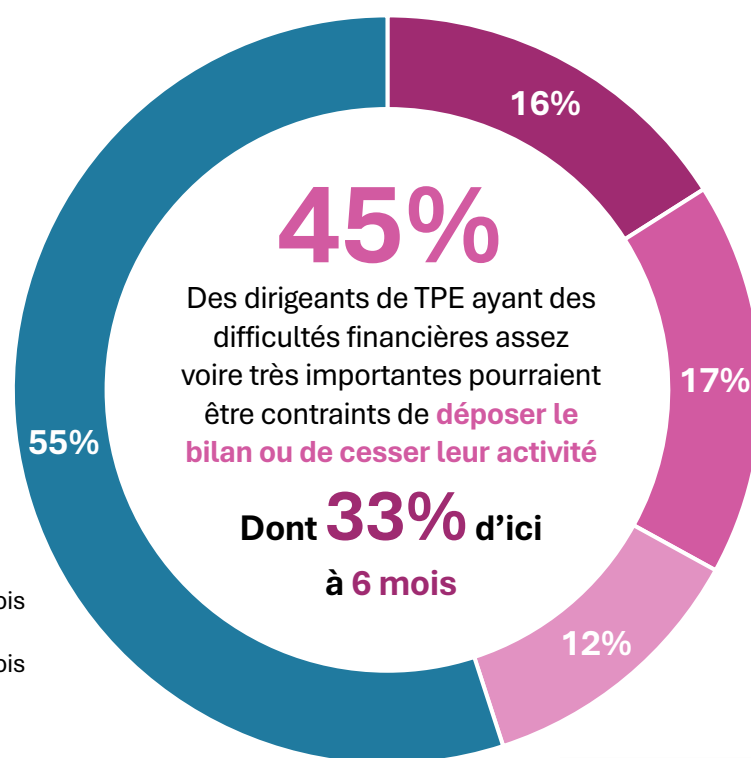
Evolutions – très ou assez importantes



LA CONTRAINTE DE DÉPOSER LE BILAN OU DE CESSER SON ACTIVITÉ EN RAISON DE DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

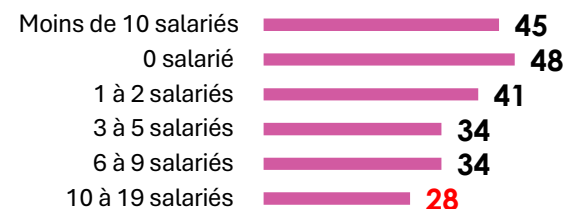
QUESTION : Est-ce que ces difficultés financières vont vous contraindre soit à déposer le bilan, c'est-à-dire vous déclarer en état de cessation des paiements, soit à cesser volontairement votre activité pour ne pas perdre plus ?

Base : Question posée uniquement à ceux dont l'entreprise rencontre des difficultés financières assez voire très importantes, soit **25%** de l'échantillon

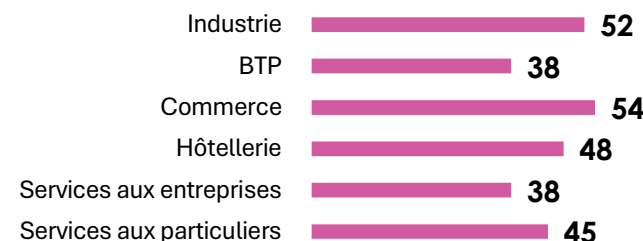


FOCUS TOTAL OUI

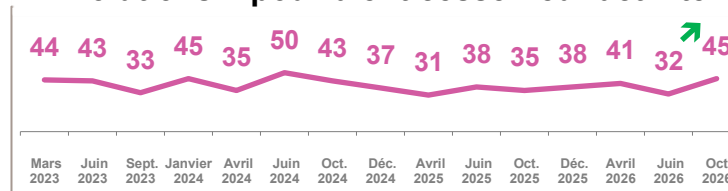
TAILLE D'ENTREPRISE



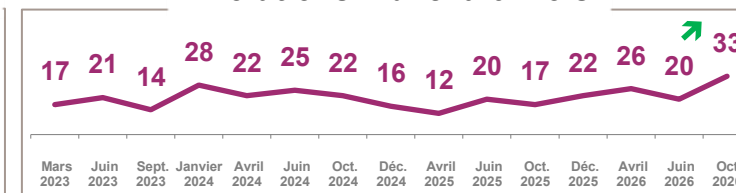
SECTEUR D'ACTIVITÉ



Evolutions – pourraient cesser leur activité



Evolutions – d'ici à 6 mois





Everything starts with people